

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1926.

Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la Fabrique de l'église du Sacré Cœur de Jésus, à Ganshoren (Koekelberg), à confier la construction d'une église-basilique à l'Association sans but lucratif : « Les Amis de la Basilique Nationale du Sacré-Cœur, à Koekelberg » sur un terrain que la Fabrique possède au plateau de Koekelberg ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui nous est transmis, a été adopté au Sénat, le 9 mars 1926, par 84 voix sur 92 votants.

Il avait fait l'objet d'un rapport approubatif de M. Vauthier, au nom de la Commission de la Justice. Il convient d'insister, à la suite de l'honorable rapporteur du Sénat, sur la portée très restreinte du projet : « En autorisant le contrat à intervenir entre la Fabrique d'église du Sacré-Cœur et l'Association « Les Amis de la Basilique Nationale », le pouvoir législatif se borne à valider une opération d'un caractère administratif. »

En effet, les deux premiers articles du projet tendent simplement à lever un doute pouvant exister au sujet de la validité de l'accord entre la Fabrique d'église et les Amis de la Basilique, en vertu duquel l'Association est substituée à l'établissement du culte pour la construction de l'édifice projeté.

M. le Ministre de la Justice avait cru ne pas pouvoir approuver cette opération, qu'il appelait une « subdélégation » (dépêche du 17 août 1923 à M. le Gouverneur du Brabant). Le rapporteur du Sénat, M. Vauthier, un spécialiste éminent du droit administratif, ne partage pas l'opinion du Département : il croit à la parfaite régularité de l'opération, et il fait observer très judicieusement que, selon toute vraisemblance, le résultat visé était susceptible d'être atteint au moyen d'un simple arrêté royal. L'adoption du projet doit faire cesser la controverse.

L'article 3 du projet est libellé comme suit :

« Les dispositions de l'article 16 de la loi du 27 juin 1921 ne sont pas applicables aux remises faites dans les conditions de l'article précédent; ces remises sont en outre exemptées des droits d'enregistrement. » Un membre de votre Section centrale a exprimé l'avis que ce texte manque de clarté et de justification. Un mot d'explication paraît s'imposer.

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 208.

(2) La Commission était composée de MM. Janson, président, Carton de Wiart, Destrée, Fischer, Renkin, Soudan et Van Dievoet.

Le terme « remises », dans le langage juridique, n'a généralement pas la signification que les auteurs du projet lui attribuent ici : l'expression s'explique par le contexte. Il s'agit de certaines remises de fonds. De quelles remises? L'article 2, auquel la disposition se réfère, porte que les sommes qui seront données ou léguées à la Fabrique ou recueillies par elle en vue de la construction de l'église, seront à cette fin mises à la disposition de l'Association. Et l'article 3 déclare que l'article 16 de la loi du 27 juin 1921 n'est pas applicable à ces « remises ».

Rappelons d'abord l'article 16 de la loi du 27 juin 1921. « Toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association sans but lucratif, doit être autorisée par arrêté royal motivé. Cette autorisation n'est accordée que si l'association s'est conformée aux dispositions des articles 3 et 9 et si elle a déposé au greffe du tribunal civil ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels. »

Ceci dit, déterminons la portée précise du texte. Deux hypothèses sont possibles. Une donation ou un legs est fait à l'association « Les Amis de la Basilique », sans passer par l'intermédiaire de la Fabrique d'église. L'article 3 du projet est étranger à cette hypothèse : l'association devra se pourvoir de l'autorisation royale et, pour que cette autorisation puisse lui être accordée, il faudra qu'elle ait satisfait aux formalités indiquées ci-dessus. D'autre part, cette libéralité sera soumise aux mêmes droits que les libéralités faites à d'autres associations sans but lucratif.

Autre hypothèse. Une donation ou un legs est fait à la Fabrique d'église elle-même, en vue de la construction de l'église. Il y aura lieu d'appliquer le droit commun régissant les libéralités faites aux établissements du culte, tant au point de vue administratif qu'au point de vue fiscal. Mais, dans cette hypothèse, tout n'est pas fini : il faut que les sommes recueillies par la Fabrique soient remises à l'Association qui s'est chargée de la construction de l'édifice. C'est ici qu'intervient l'article 3, pour écarter un doute possible : il ne faut pas qu'on puisse dire que le transfert à l'Association des sommes reçues par la Fabrique constitue une seconde donation, qui devra faire l'objet d'une autorisation nouvelle, et qui sera soumise à un nouveau droit d'enregistrement. Ce serait contraire à la nature des choses. En dernière analyse, la Fabrique — le maître de l'ouvrage —, ne fait que transférer à l'entrepreneur « les Amis de la Basilique » les sommes nécessaires à l'exécution des travaux, sans aucune intention de libéralité.

D'autre part l'Association ne se trouve, en aucune manière, enrichie par cette opération; les fonds lui sont remis dans un but bien déterminé : la construction de l'église. C'est tellement vrai que, aux termes de l'article 2, la Fabrique aura le droit de s'assurer que les sommes sont affectées à leur destination, et l'Association devra lui en rendre compte à la fin de chaque exercice annuel.

Il résulte de tout ceci que l'article 3 n'est nullement exorbitant du droit commun : il a été dicté par le même désir que les autres dispositions du projet, le désir de prévenir la controverse.

Votre Commission croit les explications qui précèdent de nature à faire cesser les hésitations qu'une lecture superficielle du texte pourrait avoir fait surgir dans l'esprit de certains de nos collègues. Elle vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet, sans modification.

Le Rapporteur,
E. VAN DIEVOET.

Le Président,
P.-E. JANSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1926.

Wetsontwerp waarbij de Kerkfabriek van het H. Hart van Jezus, te Ganshoren (Koekelberg), gemachtigd wordt de Vereeniging zonder winstgevend doel : « Les Amis de la Basilique nationale du Sacré-Cœur, à Koekelberg », te belasten met het bouwen van een basiliek op de hoogte van Koekelberg, op een grond toebehoorend aan de Kerkfabriek (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat ons wordt overgemaakt, werd door den Senaat, op 9 Maart 1926, met 84 op 92 stemmen aangenomen.

De heer Vauthier had, namens de Commissie voor de Justitie, een gunstig verslag over dit ontwerp uitgebracht. Evenals de achtbare verslaggever van den Senaat, willen wij den nadruk leggen op de zeer beperkte draagwijdte van het ontwerp : « Met machtiging te verleenen tot het sluiten van eene overeenkomst tusschen de Kerkfabriek van het H. Hart en de Vereeniging : « Les Amis de la Basilique nationale », bepaalt de Wetgevende Macht er zich bij eene verrichting van bestuurlijken aard rechtsgeldig te verklaren. »

Inderdaad, de eerste twee artikelen van het ontwerp willen eenvoudig den twijfel opheffen die zou kunnen bestaan in zake de rechtsgeldigheid van de overeenkomst tusschen de Kerkfabriek en « Les Amis de la Basilique », krachtens dewelke de Vereeniging de plaats inneemt van de eeredienst-instelling voor het bouwen van de voorgenomen kerk.

De Minister van Justitie meende deze verrichting niet te mogen goedkeuren; hij noemde ze eene « sub-delegatie » (brief van 17 Augustus 1923 aan den Gouverneur van Brabant).

De verslaggever van den Senaat, de heer Vauthier, een merkwaardig deskundige in bestuurlijk recht, deelt die meening van het Departement niet : hij oordeelt de verrichting volkomen regelmatig, en hij doet zeer terecht opmerken dat, naar alle waarschijnlijkheid, het beoogde doel kon bereikt worden door middel van een eenvoudig Koninklijk besluit. De goedkeuring van het ontwerp moet de betwisting doen eindigen.

Artikel 3 van het ontwerp zegt : « De bepalingen van artikel 16 der wet van 27 Juni 1921 zijn niet van toepassing op de overhandigingen in de bij vorig artikel bepaalde voorwaarden; deze overhandigingen zijn bovendien vrij van registratierechten ». Een lid van uwe Middenafdeeling was van meening dat deze tekst niet duidelijk en niet gebillijkt was. Een woordje toelichting schijnt hier noodig.

(1) Ontwerp door den Senaat overgemaakt, n^o 208.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Janson, voorzitter, Carton de Wiart, Destrée, Fischer, Renkin, Soudan en Van Dievoet.

Het woord « overhandigingen », in de rechtstaal, heeft over het algemeen niet de beteekenis die de indieners van het ontwerp er hier aan toekennen : de uitdrukking wordt verklaard door den samenhang van den tekst. Het geldt sommige overhandigingen van gelden. Welke overhandigingen? Artikel 2, waarop de bepaling terugslaat, zegt « dat de sommen, die zullen gegeven of nagelaten worden aan de Fabriek of door haar worden ingezameld voor den bouw van de kerk, tot dit doel ter beschikking worden gesteld van de Vereeniging. En artikel 3 verklaart dat artikel 16 van de wet van 27 Juni 1921 niet toepasselijk is op deze « overhandigingen ».

Herinneren wij eerst aan artikel 16 van de wet van 27 Juni 1921 : « Tot elke schenking onder de levenden of bij testament ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet machtiging worden verleend door een met redenen omkleed Koninklijk besluit. Die machtiging wordt alleen dan verleend wanneer de vereeniging de bepalingen der artikelen 3 en 9 heeft nageleefd en indien zij hare jaarlijkse rekeningen vanaf hare oprichting of althans over de laatste tien dienstjaren ter griffie van de burgerlijke rechtbank heeft neergelegd ».

Dit gezegd zijnde, willen wij de juiste beteekenis van den tekst bepalen. Twee onderstellingen zijn mogelijk. Eene schenking of een legaat wordt aan de Vereeniging « Les Amis de la Basilique » verleend, zonder de tusschenkomst van de Kerkfabriek. Artikel 3 van het ontwerp slaat niet op deze onderstelling : de Vereeniging zal de Koninklijke machtiging moeten aanvragen en, om deze machtiging te bekomen, moet zij de hooger aangeduide formaliteiten hebben nageleefd. Anderzijds, zal deze begiftiging onderworpen zijn aan dezelfde rechten als de begiftigingen gedaan aan andere vereenigingen zonder winstgevend doel.

Tweede onderstelling. Eene schenking of een legaat komt ten goede aan de Kerkfabriek zelf voor den bouw van de kerk. Hier moet het gemeene recht, dat de begiftigingen, gedaan aan instellingen van den eeredienst beheerscht, worden toegepast, zoowel onder bestuurlijk opzicht als onder fiscaal opzicht. Maar in deze onderstelling is daarmede niet alles afgedaan : de door de Kerkfabriek verworven sommen moeten overhandigd worden aan de Vereeniging die zich belast heeft met den bouw van de kerk. Hier wordt artikel 3 van toepassing om een mogelijken twijfel weg te ruimen : men mag niet kunnen zeggen dat de overhandiging aan de Vereeniging van de door de Kerkfabriek ontvangen sommen eene tweede schenking uitmaakt, waarvoor eene nieuwe machtiging noodig is, en die aan een nieuw registratierecht zal onderworpen zijn. Dit zou indruischen tegen den aard der zaak. Ten slotte, overhandigt de Fabriek — die de baas is van het werk — aan den ondernemer — de Vrienden van de Basiliek — de noodige sommen voor de uitvoering van de werken zonder de minste gedachte aan begiftiging.

Anderdeels, zal de Vereeniging op geenerlei wijze verrijkt zijn door die verrichting ; de gelden worden haar overhandigd met een duidelijk bepaald doel : de bouw van de kerk. Dit is zoo waar dat, krachtens artikel 2, de Fabriek het recht heeft zich te vergewissen of de sommen voor hunne bestemming zijn gebruikt, en de Vereeniging zal haar daarvan moeten rekenschap geven op het einde van elk dienstjaar.

Uit dit alles blijkt, dat artikel 3 geenszins een overmatig gebruik maakt van het gemeene recht : het werd ingegeven met door denzelfden wensch als de overige bepalingen van het ontwerp, namelijk den wensch de betwistingen te vermijden.

Uwe Commissie denkt dat deze verklaringen alle aarzeling zullen doen verdwijnen, die door eene oppervlakkige lezing van den tekst zou kunnen ontstaan in den geest van eenigen onzer collega's. Zij stelt U eenparig voor het ontwerp ongewijzigd aan te nemen.

De Verslaggever,
E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,
P.-E. JANSON.